

Direction de l'Espace Rural et de la Forêt

Sous-Direction de la Forêt Bureau de la production forestière 19, avenue du Maine 75732 PARIS CEDEX 15 ☎ → 01 49 55 51 30 Télécopie → 01 49 55 84 06	Circulaire/DERF/SDF/C2000-3001 Date : 18 JANVIER 2001 Classement :
---	--

Circulaire

Objet : Prêts du fonds forestier national (FFN) sous forme de travaux exécutés par l'Etat :

- rachat des créances, devenir des contrats,
- gestion des dépenses complémentaires.

Date de mise en application : immédiate

Références :

- instructions générales du FFN (chapitre IV) sur les prêts sous forme de travaux
- note de service DERF/SDF/n°N98-3011 du 7 décembre 1998
déconcentration de procédures de gestion des prêts en travaux
- circulaire DERF/SDF/n°C98-3020 du 31 août 1998
remboursement anticipé, résiliation, dépenses complémentaires, gestion déconcentrée
- circulaire DERF/SDF/n°97-3014 du 3 septembre 1997
déconcentration de la gestion des prêts en numéraire du FFN :
 - point 4 : transformation des contrats en prêts en numéraire ;
 - annexe 2bis : autorisation de transformation de la créance d'un prêt sous forme de travaux en prêts en numéraire
- circulaire DERF/SDF/n°3014 du 15 septembre 1994
déconcentration et aménagement des procédures de gestion des prêts du FFN :
 - point 2 : gestion informatisée des dossiers ;
 - annexe II : ... modalités pratiques; services non reliés au réseau d'échange de données informatisées.

La présente circulaire a pour objet de proroger et d'actualiser les conditions de réaménagement de la créance énoncées par la circulaire n° 3020 du 31 août 1998 ainsi que les procédures à suivre pour la gestion des dépenses complémentaires sur ces dossiers.

PLAN DE DIFFUSION

Pour exécution :	Pour information :
<ul style="list-style-type: none">- Préfecture de département- Directions départementales de l'agriculture et de la forêt- Préfecture de région- Directions régionales de l'agriculture et de la forêt	<ul style="list-style-type: none">- Ministère de l'intérieur (DGA)- Ministère de l'économie, des finances et de l'industrie (Direction du budget et Direction de la comptabilité publique)- Office national des forêts (Direction générale)

1 - Rachat des contrats ou transformation en prêt en numéraire

En août 1998, il a été demandé aux gestionnaires des prêts sous forme de travaux, d'engager une série de mesures destinées à inciter les bénéficiaires à prendre le relais de l'Etat dans la gestion de leur bien ou, à confier celle-ci à un organisme de gestion.

Les principales mesures se résument ainsi :

1. Réexamen de la situation des contrats par rapport à l'objectif initial (une production de bois d'œuvre dans les meilleurs délais) à savoir :
 - l'évaluation de l'état des boisements en fonction de leur capacité à atteindre les objectifs de production,
 - la distraction des surfaces sans avenir,
 - la réduction du capital de la créance, au prorata des surfaces constatées comme ayant échoué au boisement, voire abandon de la créance. Ces dossiers étant soumis à l'avis préalable du Directeur régional de l'agriculture et de la forêt.
2. Proposition d'un remboursement anticipé de la créance avec remise partielle, dans les conditions proposées par la Direction départementale de l'agriculture et de la forêt.
3. Proposition d'une transformation du contrat de prêt sous forme de travaux en prêt en numéraire (capital + intérêts), pour les créances supérieures à 15 245 € (100 000 F), dans des conditions proposées par la Direction départementale de l'agriculture et de la forêt, en fonction de l'échéance probable de remboursement de la créance initiale évaluée lors de l'enquête de décembre 1995.

Les modalités de mise en œuvre de ces mesures sont présentées en détail dans la circulaire du 31 août 1998 citée plus haut.

Ces mesures sont reconduites dans leur ensemble jusqu'au 31 décembre 2002.

Une note complémentaire sur les modalités pratiques vous sera communiquée prochainement.

2 - Gestion des dépenses complémentaires

La ligne budgétaire réservée à cet effet est à présent le chapitre 61-45 article 90 du budget de l'Etat.

En complément des points précisés au § 4 "Financement des travaux" de la circulaire du 31 août 1998, les dépenses engagées sur les exercices 1999 et 2000 sont payées sur les APC (autorisations de programme complémentaires) ouvertes jusqu'en 1999 avec transfert éventuel des reliquats existants sur les contrats déficitaires en APC. L'application de gestion informatisée demeure le moyen de saisie et de suivi des enveloppes individualisées par contrat.

Il vous est donc demandé de mettre à jour pour le 20 mars 2001 le champ DMI (décision ministérielle) de chaque contrat, par réaffectation des APC disponibles et annulation des soldes demeurant sans emploi.

Par conséquent, toutes les autorisations de programme ouvertes sur les contrats en cours de gestion seront ramenées à zéro.

A compter de l'exercice 2001, et seulement après annulation des APC sur l'ancien chapitre budgétaire, toute demande de crédit complémentaire en prévision des dépenses dûment justifiées fera l'objet d'une autorisation préalable. Les crédits seront délégués à partir des besoins exprimés annuellement.

Je vous invite à me tenir informé sous le présent timbre des difficultés que vous pourriez rencontrer pour la mise en œuvre de la présente circulaire.

Le Contrôleur financier,

Pierre DABLANC

Le Directeur de l'espace rural et de la forêt,

Pierre-Eric ROSENBERG